

qu'ils savaient voir les révolutions seulement de loin, et aussi à beaucoup des ultra-bolcheviks d'Occident.

On dit que pendant la dernière discussion Trotsky a représenté les éléments petits-bourgeois. Il n'est pas possible de s'occuper ici de tout le contenu de cette discussion, mais on ne saurait oublier : 1° que pour la part qui concerne la politique économique de la République, la majorité du Parti et le C. C. ont fait leurs propositions de l'Opposition et de Trotsky ; 2° que l'Opposition avait une composition hétérogène, et pour cela on ne pourrait pas attribuer à Trotsky les opinions de Radek sur la question allemande, comme il est inexact de lui attribuer celles de Krassine et autres pour de plus fortes concessions au capital étranger ; 3° que dans la question de l'organisation intérieure et du Parti, Trotsky ne soutenait pas le fractionnisme systématique et la décentralisation, mais une conception marxiste, et non mécanique et suffocatrice, de la discipline. Et la nécessité de mieux voir dans cette question se fait sentir toujours davantage. Cette question exigerait d'ailleurs un exposé particulier. Mais l'accusation de représentant de courants petit-bourgeois est détruite par l'autre : que Trotsky sous-évalue la fonction des paysans dans la Révolution devant celle du prolétariat industriel. Autre centre gratuit de la polémique, alors que la thèse agraire de Lénine trouve en Trotsky un disciple et un protagoniste toujours fidèle (à ce propos Lénine ne défendait pas de dire qu'on avait volé le programme des Socialistes-révolutionnaires). Toutes ces tentatives d'attribuer à Trotsky des tares antibolcheviques ne nous persuadent en rien.

Trotsky a été en opposition avec Lénine, après la Révolution, sur la question de la paix de Brest-Litovsk et sur celle du syndicalisme d'Etat. Il s'agit là de questions qui ont certainement une grande importance, mais qui ne peuvent permettre de qualifier d'antiléningistes d'autres leaders qui furent alors de la tendance de Trotsky. Sur des erreurs partielles de ce genre on ne peut pas appuyer la démonstration labourieuse qui voudrait faire de Trotsky notre Antechrist en apportant des citations et des racontars où la chronologie et la logique se trouvent bouleversées.

On dit aussi que Trotsky est en opposition avec l'Internationale sur la question de l'appréciation de la situation internationale, qu'il la considère avec pessimisme et que les faits ont démenti sa prévision sur la phase démocratique-pacifiste. C'est un fait que c'est à lui que fut confié le mandat d'écrire le Manifeste du V^e Congrès, justement pour cette raison, et que celui-ci a été adopté après d'insignifiantes modifications. Trotsky parle de la phase pacifiste comme d'un « danger » contre lequel les communistes doivent lutter en soulignant — dans les périodes démocratiques — l'inévitabilité de la guerre civile et du dilemme entre les deux dicta-

tures opposées. Pour ce qui concerne le pessimisme, c'est justement lui qui a dénoncé et critiqué le pessimisme en affirmant que — comme Lénine le disait en Octobre — quand on laisse passer le moment favorable pour la lutte insurrectionnelle, il s'ensuit une période défavorable : la situation en Allemagne n'a que trop confirmé cette estimation. Le schéma de Trotsky sur la situation mondiale ne se borne pas à voir installé partout un gouvernement bourgeois de gauche, mais il est une analyse profonde des forces en jeu dans le monde capitaliste. (en réalité aucune des déclarations de l'Internationale ne s'est écartée de ce schéma), et il s'affirme sur la thèse fondamentale de l'insurmontabilité de la crise capitaliste contemporaine.

Les éléments antibolcheviks soutiendraient Trotsky. Naturellement ils devront se réjouir de l'affirmation officielle suivant laquelle l'un de nos chefs, le plus grand, a quitté les postulats fondamentaux de notre politique, est contre la dictature et voudrait le repliement sur des formes petit-bourgeoises, et ainsi de suite. Mais déjà des journaux bourgeois ont déclaré qu'il n'y a rien à espérer, que Trotsky, plus que les autres, est contre la démocratie et pour la violence implacable de la Révolution contre ses ennemis. Si bourgeois et socialistes espèrent vraiment la révision du léninisme et du communisme, de la part de Trotsky, à leur avantage, ils en seront pour leurs frais. Seul le silence et l'inaction de Trotsky pourront donner une certaine vie à ces fantaisies et à ces spéculations de nos ennemis. Par exemple la Préface dont on discute a été publiée — il est vrai — par des revues fascistes ; mais la Rédaction arrivée à la fin du texte, s'est vu forcée de préciser que nul ne se hasarde à penser que ses opinions soient le moins du monde parallèles à celles de Trotsky. Et l'*Avanti* fait rire tout simplement quand il publie des éloges de Trotsky justement alors qu'il devrait publier le texte où Trotsky, pour appuyer sa thèse, donne le cas de l'Italie comme preuve d'une banqueroute révolutionnaire provoquée par l'insuffisance des partis, ce qui se rapporte justement au parti socialiste. Les droitiers allemands — accusés de trotskysme — ont crié que cette accusation est complètement fautive parce qu'ils soutiennent exactement l'envers de ce que Trotsky a écrit : l'impossibilité de la révolution en Octobre 1923 en Allemagne. Et enfin ces solidarités discutables de bords opposés ne peuvent jamais valoir comme arguments pour établir notre orientation : l'expérience nous l'a désormais appris.

Trotsky doit être jugé d'après ce qu'il dit et ce qu'il écrit. Les communistes ne doivent pas être des personnalistes, le jour où Trotsky trahirait il faudrait le brûler sans égards. Mais la trahison ne doit pas lui être attribuée d'après les excès des contradicteurs et grâce à la position privilégiée de ces derniers. Toutes les accusations qui se rapportent à son passé tombent par la simple observation

qu'elles ont été déchainées à la suite de sa Préface à 1917 qui ne se rapporte pas à cette question, tandis qu'auparavant cette offensive n'avait pas été considérée comme nécessaire.

La polémique contre Trotsky a laissé chez les travailleurs un sentiment de peine et a amené sur les lèvres des ennemis un sourire de triomphe. Or nous voulons que les amis et les ennemis sachent que même sans et contre Trotsky le Parti prolétarien saurait vivre et vaincre. Mais tant que les conclusions sont celles qui nous ont été apportées par le débat, Trotsky n'est pas homme à passer à

l'ennemi. Dans ses déclarations il n'a pas renié une ligne de ce qu'il a écrit, et cela n'est pas contraire à la discipline bolchévique, mais il a déclaré aussi ne pas avoir voulu se former une base politique personnelle et fractionniste, et être plus que jamais discipliné au Parti. On ne pouvait pas attendre moins d'un homme qui est parmi les plus dignes de rester à la tête du Parti révolutionnaire. Mais au-delà de la sensationnelle question de sa personnalité, les problèmes qu'il a soulevés restent ; ils ne doivent pas être éludés, mais affrontés.

AMEDEE BORDIGA.

OCTOBRE

Veillées d'armes

Le conflit entre les deux pouvoirs — le gouvernement provisoire présidé par Kérénsky, et le Soviet — entre à Petrograd dans une phase aigüe à partir du 16 octobre, moment de la constitution du Comité Révolutionnaire Militaire — Antonov, Ovseenko, Podvoiski, Tchoudnovski, — près le Soviet. La garnison de Petrograd était acquise au bolchevisme. Le gouvernement, arguant de l'éventualité d'une offensive allemande, prétendit faire sortir les régiments les plus révolutionnaires. Pourvu de services de liaison, d'information, d'armement, le C. R. M. commença par désigner des commissaires, auprès de toutes les unités de troupe : la bourgeoisie s'armait de son côté ; la nomination de commissaires auprès des dépôts d'armes l'empêcha de continuer. Les délégués du C. R. M. furent bien accueillis par les soldats qui savaient le Comité décidé à empêcher leur envoi au front. Le C. R. M. refusa, en effet, de contre-signer l'ordre de départ des régiments rouges ; refus qu'on eut l'adresse de motiver par le désir de se renseigner sur les besoins de la défense... Le C. R. M. assumait auprès de la garde-rouge, les fonctions d'un quartier général. Il prescrivit finalement aux troupes de n'obéir à aucun ordre émanant du commandement de la Place. Dès lors, l'insurrection fut en quelque sorte latente. Deux pouvoirs se mesuraient et deux autorités militaires, l'une insurrectionnelle annulant délibérément les ordres de l'autre.

Le II^e Congrès pansrusse des Soviets devait se réunir à Petrograd le 15 octobre (7 novembre nouveau style). Les menchéviks réussirent à en faire différer la réunion jusqu'au 25, obtenant ainsi pour le gouvernement provisoire de la bourgeoisie un sursis de dix jours. Nul ne doutait que le congrès où les Bolcheviks auraient la majorité ne se prononçât pour la prise du pouvoir. « Vous fixez la date de la révolution ! » disaient les menchéviks aux bolcheviks. Pour que la décision — certaine — du congrès ne fût pas platonique, il

s'imposait de l'appuyer par la force des armes. Sur la date de l'insurrection deux opinions se trouvèrent en présence : Trotsky tenait à lier l'action au congrès des Soviets, pensant qu'une initiative insurrectionnelle du Parti aurait moins de chances d'entraîner les masses ; Lénine estimait « criminel » de temporiser jusqu'au congrès des Soviets, appréhendant que le gouvernement provisoire ne prévint le soulèvement par une vigoureuse offensive. Les événements ne justifiaient pas cette crainte, pourtant légitime ; l'ennemi se révéla au-dessous de toutes les prévisions. A notre sens, deux conceptions également justes, mais situées sur des plans différents se heurtaient là : l'une **stratégique** s'inspirait de la nécessité de lier l'action du parti aux revendications les plus intelligibles des plus larges masses (« Tout le pouvoir aux Soviets »), ce qui est une condition de succès ; l'autre de politique générale, tendait à éliminer toute illusion sur la possibilité de constituer un vrai pouvoir prolétarien **avant** l'insurrection. Cette possibilité théorique admise, pourquoi n'eut-on pas dit **sans** insurrection ? Cette pente pouvait mener loin. Dès 1906, Lénine raillait le penchant à « voiler ou écarter le mot d'ordre d'insurrection, grâce à celui de l'organisation du pouvoir révolutionnaire... » Sa doctrine réaliste pourrait s'exprimer ainsi : **vaincre d'abord**. — Lénine voulait que l'insurrection devançât le congrès ; placé devant le fait accompli, celui-ci ne ferait que le sanctionner. Il le précisa dans une conférence personnelle avec les organisateurs de l'action (1). Il s'intéressait passionnément aux détails de la préparation, ne consentant à aucun prix à différer l'offensive. Nevsky et Podvoiski avaient beau lui remontrer qu'un surcroît de préparation de quelques jours ne ferait qu'accroître les chances de succès. — « L'ennemi en profitera aussi ! » répondait-il avec obstination. Antonov-Ovseenko a donné un récit imagé d'une entre-

(1) Podvoiski, *L'Organisation militaire du P.C.R., Annales rouges*, N° 8.